

EDITORIAL

Nouvelle année, nouveaux espoirs

Voici une nouvelle année qui s'ouvre en suscitant de nouveaux espoirs comme chacune des années précédentes.

Avec un peu plus d'une année derrière lui et moins de trois ans devant lui, le projet PAIDECO TSHOPO nourrit beaucoup d'espoirs fondés sur un certain nombre d'atouts.

Au cours de l'année écoulée, les partenaires institutionnels et privés se sont impliqués de façon remarquable dans les activités du projet. Avec les partenaires institutionnels, la collaboration s'annonce plus étroite suite à la signature décembre dernier des conventions de collaboration entre le projet et chacun d'eux. Aux termes desdites conventions de collaboration, le projet et ses partenaires s'engagent à se porter mutuellement assistance. Voilà de quoi espérer un meilleur fonctionnement du projet au cours de l'année qui commence.

Avec l'appui de l'Unité nationale d'appui aux PAIDECO (UNAP), le projet s'est doté d'un plan d'investissement costaud pour l'année 2010. Fruit d'une réflexion approfondie de plusieurs jours en équipe, ce plan a été validé par la Structure Mixte de Concertation Locale (SMCL), organe de pilotage du projet, lors de sa 3^e session tenue du 29 au 30 janvier 2010 à Kisangani. Le plan d'investissement 2010 éclaire notre chemin en tant que projet. S'il se réalise à 100%, il aura permis au projet de consommer 3,5 millions d'Euros, soit la moitié de son budget global. Voilà une autre raison d'espérer une évolution plus heureuse au cours de cette année.

Parmi les grandes difficultés auxquelles le projet est confronté dans sa mise en œuvre, il y a l'accès difficile à la plupart des Territoires de sa zone d'intervention très étendue. Raison pour laquelle le plan d'investissement 2010 prévoit l'acquisition imminente d'un moyen de transport fluvial plus rapide et l'installation d'un bureau relais à Isangi pour appuyer les missions dans les zones difficiles d'accès. Ce qui nous permettrait de gagner énormément de temps. Nous espérons ainsi voir s'accélérer la mise en œuvre du projet.

A ces atouts s'ajoutent notre enthousiasme, notre amour pour ce que nous faisons, mais surtout notre détermination à relever les défis pour réussir.

Jean NYEMBA

Tenue de la la 3è session de la SMCL

Du vendredi 29 au samedi 30 janvier 2010, le restaurant *LA BOURGEOISE* situé sur le Boulevard Lumumba dans la commune de Makiso, ville de Kisangani a servi de cadre à la 3è session de la Structure Mixte de Concertation Locale (SMCL) du projet PAIDECO TSHOPO.

Prévus pour moins de 3 heures comme d'habitude, les travaux de la 3è session de la SMCL ont pris deux journées entières aux membres et à l'Unité de gestion du projet qui en assure le secrétariat. Explication : le projet a présenté un plan d'investissement costaud pour l'année 2010 et les membres de la SMCL ont pris tout leur temps pour examiner minutieusement ce plan et le discuter avec l'Unité de Gestion du projet avant de donner feu vert à cette dernière.

Le plan d'investissement validé par la SMCL est assorti d'un budget de 3,5 millions d'Euros, soit la moitié du budget global du projet.

La SMCL est l'organe de pilotage du projet. Elle est composée de 7 membres dont le Ministre provincial de l'Intérieur et Président, les Ministres provinciaux du Plan et de l'Agriculture, un représentant du Gouvernement central, un représentant de la Coopération Technique Belge, un député provincial élu du District de la Tshopo et un chef de Secteur représentant des Entités Territoriales Décentralisées (ETD). Elle se réunit une fois tous les 6 mois en session ordinaire. A chaque session, l'Unité de Gestion du projet lui rend compte sur l'état d'avancement des activités du semestre précédent et l'exécution budgétaire avant de faire valider par elle la planification du semestre suivant.

Signature des conventions de collaboration avec les partenaires institutionnels

Au cours du mois de décembre 2009, le projet PAIDECO TSHOPO a signé un contrat de collaboration avec chacun de ses partenaires institutionnels. Il s'agit des Ministères provinciaux de l'Intérieur, du Plan, de l'Agriculture, des Travaux Publics et Infrastructures (TPI) et de la Communication et Média. Il s'agit aussi de la Mairie de Kisangani et de chacune des six communes que compte la ville.

La signature de ces conventions de collaboration s'inscrit dans le cadre du plan de renforcement des capacités des partenaires institutionnels du projet. La Coopération Technique belge, à travers son projet PAIDECO TSHOPO, s'engage ainsi à appuyer la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités tel que proposé par l'analyse institutionnelle. Chaque partenaire sera appuyé dans le cadre de sa mission et de ses attributions spécifiques.

Pour son exécution, la Convention contraint les parties signataires à se porter mutuellement assistance. C'est ainsi qu'à la demande de la CTB-PAIDECO, chaque partenaire institutionnel a mis à la disposition du projet une équipe d'appui constituée de 3 experts issus de son secteur. Ce qui permettra désormais à chaque Conseiller-Formateur du projet de bénéficier du concours d'une équipe d'experts dans le cadre de sa thématique.

Vu l'étendue de la zone d'intervention du projet et l'immensité de la tâche à y accomplir, les équipes d'appui sont reconnues comme une nécessité pour l'accélération de la mise en œuvre du projet.

L'identification des axes prioritaires de développement se poursuit dans les Territoires

Le Conseiller en Planification participative du projet a consacré le second semestre de l'année 2009 à l'exercice du diagnostic participatif et identification des axes prioritaires de développement dans les 6 communes de la ville de Kisangani et dans quelques Territoires du District de la Tshopo.

La dernière mission en date dans ce cadre est celle effectuée du 22 au 24 décembre 2009 par l'Expert du projet dans le Territoire d'Ubundu situé à 125 km de la ville de Kisangani. Comme pour les missions précédentes, le Conseiller en Planification participative a été accompagné d'un Conseiller au Ministère provincial du Plan.

De l'analyse faite avec les autorités administratives et les délégués des différentes couches de la population, il ressort que les problèmes qui freinent le développement d'Ubundu sont les mêmes que ceux identifiés dans les autres Territoires. Il s'agit notamment du délabrement des infrastructures administratives et sociales et du manque d'équipements appropriés, de la faible mobilisation des recettes fiscales, de la dégradation ou absence de dessertes agricoles, etc.

Comme pour les communes urbaines, le diagnostic participatif sera suivi de l'élaboration des plans locaux de développement pour les Territoires.

Formation sur la collecte de données géographiques

Par son projet PAIDECO TSHOPO, la Coopération Technique belge appuie les administrations des entités locales (communes urbaines et territoires) dans l'élaboration de leurs plans locaux de développement (PLD).

Le plan local de développement d'une entité administrative doit contenir un certain nombre de cartes qui permettent de visualiser des données telles que la répartition de la population, la concentration des structures scolaires et sanitaires, l'occupation spatiale (zones d'habitation, zones agricoles, forêts, cours d'eau, etc), localisation des ouvrages à réaliser...

Voilà qui justifie la formation organisée par le projet du 18 au 19 décembre 2009 au bénéfice de techniciens issus de différents services publics. Cette formation a porté sur l'utilisation du GPS dans la collecte des données géographiques. Y ont pris part 4 techniciens de la Division provinciale des Travaux publics et Infrastructures (TPI), 3 techniciens de la Division provinciale de cadastre et 2 de la Division provinciale de l'Urbanisme et Habitat.

Assurée par Papy AFUSUY du bureau d'étude *GEOMAP* basé à Kinshasa, la formation comportait une partie théorique et une partie pratique. Dans la première partie, les participants ont reçu

notamment des notions de cartographie. Ils ont appris les principes fondamentaux du fonctionnement d'un GPS et les méthodes de prise de relevés géographiques. La partie pratique a consisté notamment à la manipulation, sur terrain, d'un GPS par chaque participant.

Les techniciens de la fonction publique ainsi formés appuieront le projet dans la collecte des données géo référencées pour l'élaboration des cartes qui illustreront les informations contenues dans les plans locaux de développement.

Développement économique local : Restitution des actions prioritaires en zone rurale

A travers son Conseiller en Développement économique local (DEL), le projet PAIDECO TSHOPO avait consacré le troisième trimestre de l'année 2009 à l'identification des filières agricoles porteuses dans la ville de Kisangani et dans les 7 Territoires du District de la Tshopo. Cet exercice a été suivi de l'identification des axes prioritaires d'appui à la filière riz reconnue comme la plus porteuse en ville comme en milieu rural.

Un plan d'action prioritaire pour la période novembre 2009 – juin 2010 a été proposé et validé par le Ministère provincial de l'Agriculture. Mais ce plan ne pouvait être mis en œuvre avant sa restitution auprès des bénéficiaires ni sans leur concours. La restitution a été faite en ville et elle se poursuit dans les Territoires.

C'est dans ce cadre que s'inscrivait la mission effectuée du 22 au 24 décembre 2009 par le Conseiller DEL dans le Territoire de Banalia situé à 128 km du chef-lieu de province. Accompagné de l'Inspecteur provincial et Chef de Division du Développement Rural, le Conseiller DEL a fait la restitution du plan d'action prioritaire devant l'autorité administrative, les techniciens de l'administration territoriale, les membres du Conseil agricole rural de gestion (CARG) et les représentants des organisations de la société civile.

Outre la restitution, il a été donné aux participants d'identifier un site pour la construction d'une structure de stockage de riz avec aire de séchage. Deux associations ont été également identifiées qui auront à gérer ladite structure. Enfin, trois autres associations, des jeunes celles-là, ont été identifiées pour bénéficier d'une formation en fabrication des briques qui serviront à la réhabilitation ou la construction d'infrastructures financée par la CTB-PAIDECO.

Quelques jours plus tôt, soit du 16 au 20 décembre 2009, la même équipe avait effectué une mission analogue dans le territoire d'Opala situé à plus de 260 km de la ville de Kisangani. Les mêmes résultats ont été obtenus.

Vu l'importance de la production du riz dans ce territoire, les délégués de la population ont émis le vœu que le nombre des structures de stockage de riz soit porté à trois.

Validation des termes de référence pour un atelier sur le Genre

En date du 24 décembre 2009, le centre d'accueil HARMONIE situé dans la commune de Makiso a servi de cadre à un atelier organisé par le Ministère provincial en charge du Genre en collaboration avec le projet PAIDECO TSHOPO.

Consolider et valider les termes de référence pour un atelier à organiser sur l'approche Genre dans la Province Orientale, tel a été l'objet de cette réunion.

En effet, à l'issue des entretiens entre le projet PAIDECO et le Ministère provincial en charge du Genre, celui-ci avait reconnu l'opportunité d'organiser au plan local une grande réunion de réflexion sur la prise en compte du Genre. Après quoi une proposition des termes de référence a été présentée au Ministère de tutelle par le projet pour consolidation et validation.

Cette tâche a été confiée à une équipe de 12 personnes. Les différentes catégories d'acteurs et actrices intervenant dans le domaine du Genre ont été représentées à la réunion préliminaire du 24 décembre 2009. Il s'agit du Gouvernement provincial à travers le Ministère de tutelle, l'administration provinciale à travers la Division du Genre et Famille, les partenaires au développement à travers le PNUD, la société civile à travers quelques ONG et le projet PAIDECO.

Les termes de référence validés, l'étape suivante consiste en la préparation de l'atelier et les différents acteurs y seront également impliqués.

Pour rappel, le Genre constitue un des thèmes transversaux du projet, qui tente d'intégrer cet aspect dans ses actions.

Identification des actions prioritaires dans les médias publics

Dans le cadre du renforcement des capacités des partenaires institutionnels, le projet PAIDECO TSHOPO, à travers son Conseiller en Communication, a effectué une descente dans les organes de presse publics pour identifier les besoins prioritaires pouvant être satisfaits au cours de l'année 2010 sous réserve de l'approbation de la Structure Mixte de Concertation Locale, SMCL en sigle, organe de pilotage du projet.

Accompagné d'un membre du cabinet du Ministre en charge de la Communication et des Média, le Conseiller en Communication du projet s'est donc rendu fin décembre 2009 à la RTNC-KIS (Radio Télévision Nationale Congolaise – Kisangani) et à l'ACP-KIS (Agence Congolaise de Presse-Kisangani). La visite des différents services et les entretiens avec les responsables de ces deux organes de presse et leurs proches collaborateurs ont révélé un certain nombre de problèmes qui sont du reste communs aux deux entreprises publiques.

Il s'agit essentiellement du délabrement des infrastructures, du manque d'équipements appropriés, de la difficulté d'accès aux nouvelles technologies de l'information, d'une mauvaise gestion des ressources humaines...

